



LEGS

Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage

Moyens d'existence et résilience

Document de réflexion dans le cadre des Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage (LEGS)

Omeno W. Suji | Consultant en développement social



SOMMAIRE

1.	Introduction	3
2.	Cadrage de la résilience	4
3.	Tentatives de mesure de la résilience et études récentes	8
4.	Moyens d'existence et résilience dans le contexte du nexus humanitaire et développement	9
5.	Cadre de la résilience/des moyens d'existence et rôle des biens offrant des moyens d'existence au sein de l'approche de LEGS	10
6.	Conclusions	11
7.	Bibliographie	12
8.	Études de cas	14

Liste des abréviations

<i>CoBRA</i>	Community-Based Resilience Assessment (évaluation de la résilience communautaire)
<i>CRM</i>	Coping and Risk Management (affrontement et gestion des risques)
<i>DFID</i>	Département britannique pour le développement international
<i>FAO</i>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<i>FDLPCS</i>	Département fédéral des services vétérinaires et de lutte antiparasitaire
<i>FICR</i>	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
<i>GIEC</i>	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
<i>HPAI</i>	Virus de la grippe aviaire
<i>KES</i>	Shillings kenyans
<i>LEGS</i>	Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage
<i>NDMA</i>	Autorité nationale de gestion des sécheresses (Kenya)
<i>ONU</i>	Organisation des Nations Unies
<i>PCA</i>	Programmes de création d'actifs
<i>PNUD</i>	Programme des Nations Unies sur le développement
<i>RIMA</i>	Resilience Index Measurement and Analysis (mesure et analyse de l'indice de résilience)
<i>SERS</i>	Subjective self-Evaluated Resilience Score (Score subjectif de la résilience autoévaluée)
<i>SLA</i>	Sustainable Livelihoods Approach (approche fondée sur des moyens d'existence durables)
<i>TANGO</i>	Assistance technique aux ONG
<i>UMMB</i>	Blocs minéraux mélasse-urée
<i>UNISDR</i>	Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe
<i>USAID</i>	Agence des États-Unis pour le développement international

I. INTRODUCTION

L'objectif de ce document de réflexion est de fournir des recommandations détaillées au Comité consultatif de LEGS pour voir comment les questions liées aux moyens d'existence et à la résilience pourraient être mieux représentées dans la prochaine édition du manuel LEGS. La note présente un résumé et une analyse des concepts de moyens d'existence durables et de résilience afin de promouvoir ces questions auprès des praticiens et des responsables politiques qui utilisent le manuel. Elle comprend un bref examen de morceaux choisis dans la littérature secondaire et deux études de cas succinctes qui illustrent les impacts des interventions en matière d'élevage en situations d'urgence, la première en Afrique de l'Ouest et l'autre en Afrique de l'Est.

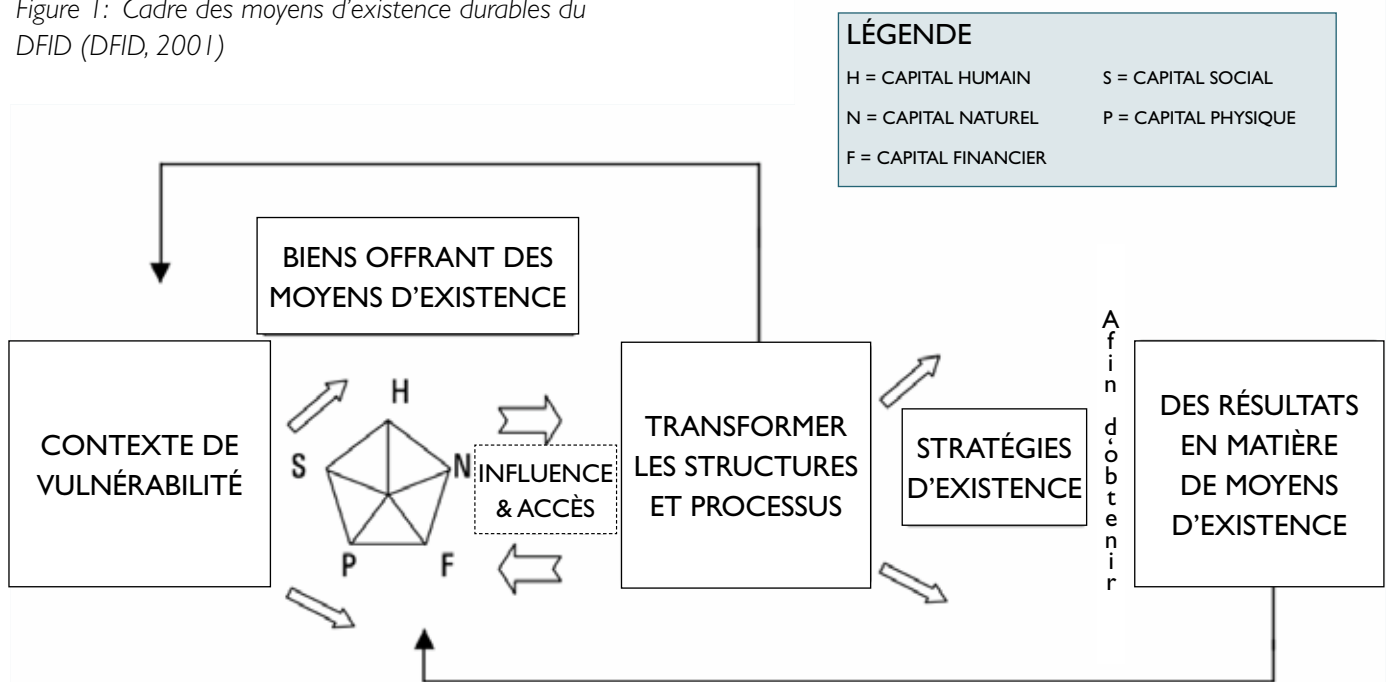
La première étude de cas porte sur une intervention en réponse à la grippe aviaire en milieu rural au Nigéria. La seconde se penche sur la façon dont les structures de gestion de la sécheresse au Kenya ont non seulement servi à réagir aux situations d'urgence après la sécheresse de 2016/17 dans la Corne de l'Afrique mais ont aussi fait en sorte que les communautés puissent mieux se relever, dans certains cas avec des pertes minimales, voire sans perte, de biens liés à l'élevage. Mieux se relever, dans le contexte des moyens d'existence, veut dire que les communautés ont acquis des compétences et des ressources dans chacun ou plusieurs des cinq types de capital : physique, social, naturel, financier et humain, pour leur permettre de vivre dans de meilleures conditions après une crise.

I.1 Définition du Cadre des moyens d'existence durables

« Un moyen d'existence se compose d'actifs (capital naturel, physique, humain, financier et social), des activités liées à ces actifs et de l'accès à ces actifs (facilité par des institutions et des relations sociales), ce qui, ensemble, détermine les conditions de vie acquises par l'individu ou le ménage » (Chambers et Conway, 1992). Ce sont des moyens de gagner sa vie, en d'autres termes, les différentes activités et ressources qui permettent aux gens de vivre. Par ailleurs, « un moyen d'existence est considéré comme durable lorsqu'il peut faire face et se relever des stress et des chocs et maintenir, voire augmenter, ses capacités et ses biens dans l'instant ou à l'avenir, sans pour autant compromettre la base de ressources naturelles » (ibid). L'approche de LEGS est basée sur trois objectifs relatifs aux moyens d'existence, à savoir : fournir des avantages immédiats en se servant des ressources d'élevage, protéger les biens liés à l'élevage et reconstituer les biens liés à l'élevage des communautés affectées par une crise (LEGS, 2014 p.9).

Pour étayer chacun des trois objectifs en matière de moyens d'existence, l'approche promeut un soutien aux prestataires de services, aux fournisseurs et aux marchés locaux existants, partout où cette démarche est faisable et pertinente. L'approche s'attache aussi à transformer des structures et des processus, c.-à-d. en travaillant avec divers échelons du gouvernement pour identifier et améliorer des manières de travailler avec les lois et politiques existantes, les cultures et les institutions afin d'accélérer la fourniture de services

Figure 1: Cadre des moyens d'existence durables du DFID (DFID, 2001)



d'urgence. Dès lors qu'il procède ainsi, le projet LEGS sort de la plateforme strictement humanitaire pour commencer à s'engager dans le développement, d'où sa prétention de fonctionner dans le nexus humanitaire et développement.

L'approche de LEGS entend soutenir les systèmes locaux pour permettre un relèvement et un développement à long terme et pour compléter, plutôt que de fragiliser, les programmes de développement. Il est fréquent que certains aspects de la programmation en situations d'urgence, tels que la distribution gratuite de médicaments au lieu d'avoir recours aux fournisseurs privés locaux, ou la fourniture d'une aide alimentaire sans tenir compte des questions à plus long terme qui gravitent autour de l'accès aux vivres, fragilisent le développement dans certains contextes. À ce titre, ils devraient, dans la mesure du possible, être évités, car ils compromettent la résilience des stratégies et des systèmes de subsistance des communautés. L'approche fondée sur des moyens d'existence durables (SLA de l'anglais *Sustainable Livelihoods Approach*) souligne comment la programmation à partir du Cadre des moyens d'existence durables (Figure 1) optimise le développement et renforce la résilience, même dans les communautés affectées par une crise. Un choc découlant du contexte de vulnérabilité d'une communauté peut affecter les biens offrant des moyens d'existence et les influencer de différentes façons. Dans le cas du bétail – un capital à la fois financier et social – les interventions en réponse à une situation d'urgence, telles que la fourniture d'eau et d'aliments pour animaux ou le déstockage, peuvent contribuer à soutenir le cheptel reproducteur pour aider les ménages à faire face à la crise et garantir la continuité des stratégies de subsistance liées à l'élevage une fois la crise passée. Les institutions de médiation, p. ex. les structures du gouvernement ainsi que les lois et les politiques opérationnelles peuvent soutenir, ou au contraire fragiliser, de telles actions et les conditions de vie qu'elles permettent d'acquérir et, dans ce cas, des ajustements seront nécessaires pour faire en sorte que les biens offrant des moyens d'existence puissent être maintenus après la crise. Les stratégies d'existence émergentes peuvent garantir de meilleurs résultats, par exemple, davantage de revenus, un bien-être accru, etc. – qui sont déjà des points de résilience – pour mieux se relever. Ces résultats se répercutent pour accroître les biens liés aux moyens d'existence. Par nécessité, les discussions sur les moyens d'existence durables supposent donc un renforcement de la résilience mais, dans ce cas, nous devons tout de même définir et cerner la résilience pour déterminer les points communs avec les approches fondées sur les moyens d'existence durables.

2.0. CADRAGE DE LA RÉSILIENCE

La notion de résilience se targue d'une longue histoire qui touche à d'innombrables disciplines académiques (Alexander, 2013). Ces dernières décennies, le terme a pris de l'importance dans l'ensemble des sciences de la durabilité pour décrire comment les systèmes socioécologiques réagissent aux chocs et aux stress. La hausse de sa popularité a coïncidé avec l'adoption de la résilience comme un cadre fédérateur qui relie les pratiques humanitaires et celles de développement. De fait, la résilience est désormais au cœur d'un certain nombre d'engagements politiques internationaux, y compris le Programme 2030 des Nations Unies (ONU, 2015a) et l'Accord de Paris sur le changement climatique (ONU, 2015b). Il s'ensuit que diverses agences de développement définissent le terme de différentes manières en fonction de là où elles souhaitent mettre l'accent. Il n'en reste pas moins que le besoin de renforcer la résilience des communautés et des pays ne peut pas être ignoré, tout particulièrement par la grande famille du développement et de l'humanitaire.

2.1 La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge - FICR

La FICR définit la résilience comme « la capacité des individus, des communautés, des organisations ou des pays exposés à des catastrophes, à des crises et aux vulnérabilités qui les sous-tendent, à en anticiper les effets, à s'y préparer, à en réduire l'impact, à les surmonter et à se remettre des chocs et des pressions sans compromettre leurs perspectives de développement à long terme. La définition reconnaît que la résilience peut être observée et renforcée à de multiples niveaux :

1. Au niveau des individus : une personne résiliente est en bonne santé, a les connaissances, les aptitudes, les compétences et l'état d'esprit nécessaires pour s'adapter à de nouvelles situations et améliorer ses conditions d'existence et celles de sa famille, de ses amis et de sa communauté. Elle a les moyens d'agir.
2. Au niveau des ménages : un ménage résilient est un ménage dont les membres sont résilients.
3. Au niveau des communautés : une communauté vraiment résiliente contribue à la résilience des individus et des ménages qui la composent.
4. Au niveau des autorités locales : les autorités locales peuvent renforcer ou affaiblir la résilience des individus, des ménages et de la communauté dans la mesure où elles sont responsables du développement

et de l'entretien des infrastructures et des services sociaux, ainsi que de l'application de la règle de droit.

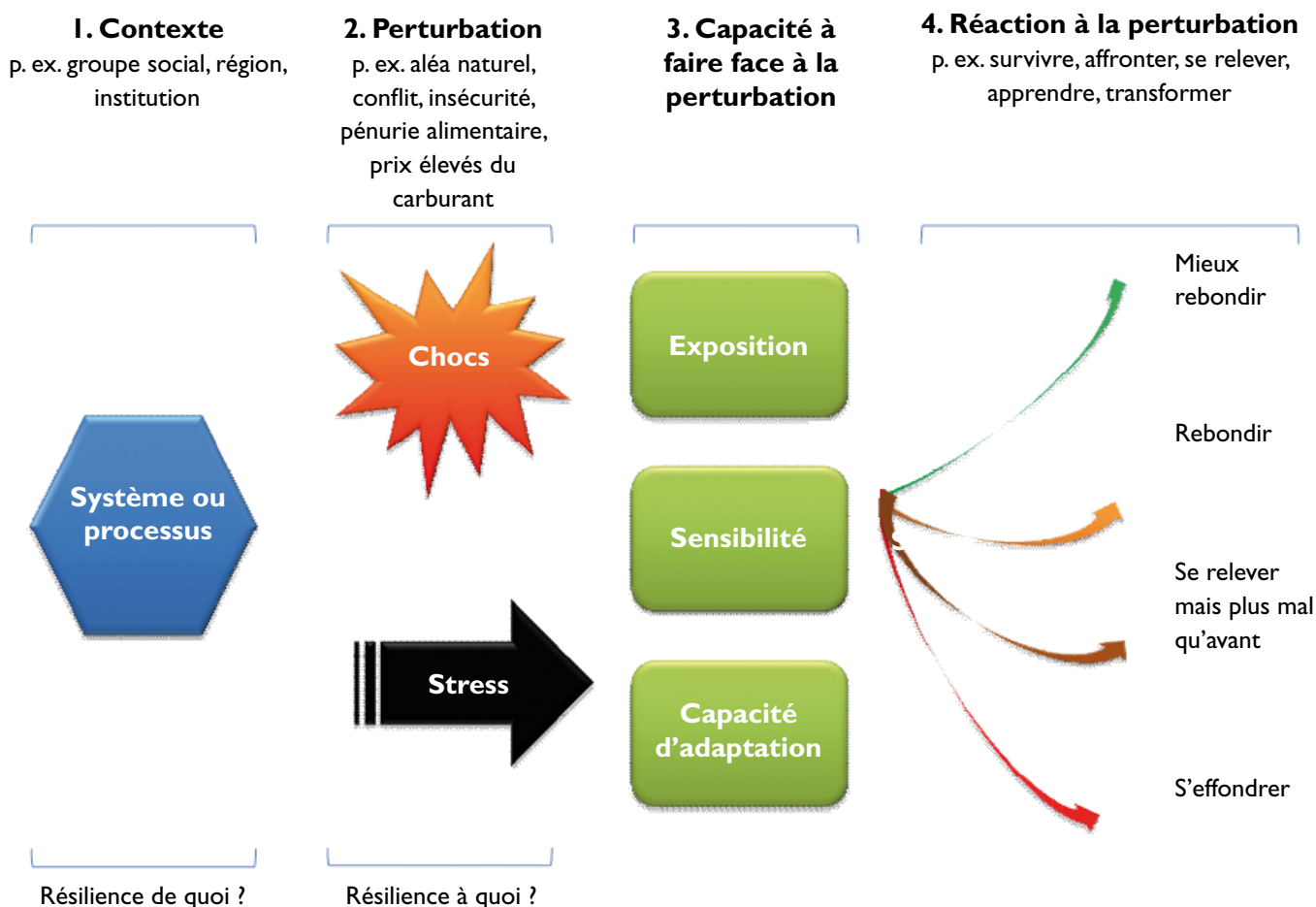
5. Au niveau du gouvernement national : à ce niveau, la résilience a trait aux questions de politique, de protection sociale, d'infrastructures, de législation et de gouvernance, qui peuvent avoir un impact considérable sur la résilience des communautés.
6. Au niveau des organisations comme les Sociétés nationales de la Croix-Rouge (y compris leurs sections et leurs volontaires) : les organisations mènent des activités qui contribuent à la résilience à tous les niveaux.
7. Aux niveaux régional et mondial : les effets des conflits, de la violence, de l'insécurité ; de la faim ; des mouvements migratoires de masse ; de la récession et la prospérité économiques ; des pandémies ; de la pollution ; des changements climatiques ; de la mondialisation et des nouvelles technologies (qui ont des conséquences négatives et positives) montrent bien que les niveaux sont interdépendants et que les mesures prises à un niveau peuvent influencer de manière positive ou négative les autres niveaux. » (FICR, 2014).

2.2 Le Département britannique pour le développement international - DFID

Pour définir la résilience, le DFID se concentre sur la résilience aux catastrophes (même si certains experts contestent l'expression « résilience aux catastrophes » ou même ce que cela veut dire, préférant simplement parler de résilience) et la définit comme la capacité des individus, des communautés, des organisations et des États à s'adapter et à se relever des aléas, des chocs ou des stress sans pour autant compromettre les perspectives de développement à long terme (Combaz, 2014). Par ailleurs, il s'agit de « la capacité des pays, des communautés ou des ménages à gérer le changement, en conservant ou en transformant leur niveau de vie face aux chocs ou aux stress – tels que les séismes, la sécheresse ou un conflit violent – sans compromettre leurs perspectives de développement à long terme » (DFID, 2011). Dans la pratique, le cadre du DFID (Figure 2 ci-dessous) dépeint les quatre éléments phares de la résilience comme suit :

- a) **Contexte** : Quelle résilience est renforcée – s'agit-il d'un groupe social, d'un système socioéconomique ou politique, d'un contexte environnemental ou d'une institution ?

Figure 2 : Éléments du Cadre de la Résilience du DFID (2011)

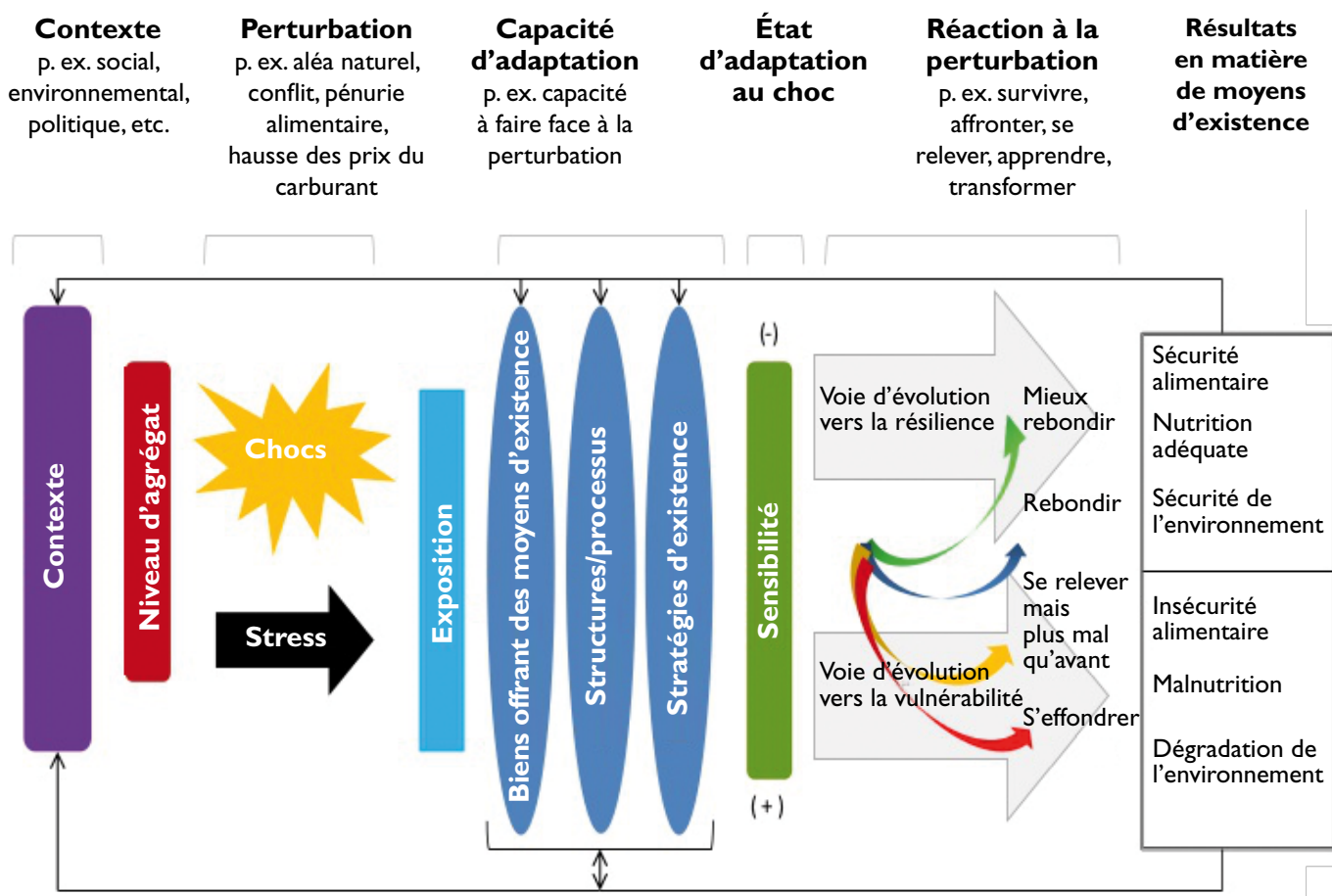


- b) **Perturbation :** Face à quels chocs le groupe entend-il devenir résilient ?
- c) **Capacité à réagir :** La capacité d'un système ou d'un processus à faire face à un choc ou un stress en fonction de l'exposition (l'ampleur du choc ou du stress), de la sensibilité (le degré auquel un système sera affecté par un choc ou un stress donnés ou devra y réagir), et la capacité d'adaptation (dans quelle mesure il parviendra à s'ajuster à une perturbation ou à en modérer les dommages, à tirer parti des opportunités et à faire face aux conséquences d'une transformation).
- d) **Réaction :** Toute une gamme de réponses est possible, y compris : mieux rebondir, lorsque les capacités sont renforcées, les expositions réduites et lorsque le système est plus capable de faire face aux chocs et aux stress à venir ; rebondir, lorsque les conditions préexistantes redeviennent la norme ; ou se relever, mais plus mal qu'avant, ce qui veut dire que les capacités sont réduites. Dans le pire des cas, le système s'effondre, ce qui mène à une réduction catastrophique des capacités à faire face à l'avenir.

L'Assistance technique aux ONG (TANGO) adapte le cadre de la résilience du DFID (2011) (voir la Figure 3) pour illustrer comment renforcer « la résilience à » certains aléas (classés sous la section Perturbation dans la Figure 2 supra), tout en renforçant « la résilience de » la capacité d'adaptation d'un système (qui englobe les biens, structures et processus liés aux moyens d'existence, et les stratégies d'existence) afin de réagir à la perturbation (aléa naturel, conflit, pénurie alimentaire, pandémie, manque de carburant). La réaction définit alors les voies d'évolution vers la résilience ou la vulnérabilité que le système empruntera après l'exposition en fonction de sa sensibilité à la perturbation.

La liste de résultats liés aux moyens d'existence doit comporter tous les éléments ci-dessus et ceux mentionnés dans le cadre des moyens d'existence qui comprend davantage de revenus, un bien-être accru et une vulnérabilité réduite.

Figure 3 : Adaptation par TANGO des éléments du Cadre de la résilience (TANGO, 2012)



2.3 L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture - FAO

La FAO définit la résilience comme « la capacité à prévenir les catastrophes et les crises ainsi qu'à anticiper, absorber les chocs et adapter ou rétablir la situation d'une manière rapide, efficace et durable »¹. La FAO va plus loin pour déclarer que le développement durable ne peut pas être atteint sans moyens d'existence résilients. À travers le monde, les gens sont de plus en plus exposés aux aléas naturels et aux crises – de la sécheresse aux conflits, en passant par les inondations, les séismes, les pandémies, les secousses du marché et les crises complexes et prolongées. À travers le monde, 75 % des populations pauvres et exposées à une insécurité alimentaire comptent sur l'agriculture et les ressources naturelles pour vivre. Ce sont habituellement celles qui sont les plus cruellement frappées par les catastrophes. Comme la FAO aide les pays à accroître la résilience des ménages, des communautés et des institutions pour prévenir et faire face plus efficacement aux menaces et aux catastrophes qui ont une incidence sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, il n'est pas surprenant que sa définition de la résilience soit axée sur la récurrence des maladies et des crises qui sapent les efforts déployés pour éliminer la faim et la malnutrition et pour arriver au développement durable. Les personnes qui comptent sur l'agriculture, l'élevage, les forêts ou la pêche pour se nourrir et gagner leur vie – environ un tiers de la population mondiale – sont souvent les plus vulnérables et les plus affectées.

2.4 Le Programme des Nations Unies pour le développement - PNUD

Le PNUD définit la résilience comme « une condition innée mais aussi acquise obtenue par la gestion des risques au fil du temps au niveau de l'individu, du ménage, de la communauté et de la société de manière à réduire les coûts au minimum, à renforcer les capacités pour gérer et nourrir l'élan du développement et à maximiser le potentiel de transformation » (PNUD, 2016). Le PNUD constate toutefois qu'il existe un manque de consensus sur la définition de la résilience et il remarque que ce manque de clarté empêche les parties prenantes de vérifier objectivement le succès (ou l'échec) de leurs efforts en matière de programmation pour renforcer la résilience.

2.5 Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat - GIEC

Le GIEC définit la résilience comme « la capacité d'un système social ou écologique d'absorber des perturbations tout en conservant sa structure de base et ses modes de fonctionnement ainsi que sa capacité à s'organiser et s'adapter au stress et au changement... C'est la capacité que présentent un système et ses éléments constitutifs d'anticiper, d'absorber, ou de supporter les effets d'un phénomène dangereux, ou de s'en relever, avec rapidité et efficacité, y compris par la protection, la remise en état et l'amélioration de ses structures et fonctions de base » (GIEC, 2012).

En raison de l'accent mis sur le changement climatique, le GIEC constate que les voies résilientes au climat comprennent des stratégies, des choix et des interventions qui réduisent le changement climatique et ses impacts. Elles englobent également des interventions qui veillent à ce qu'une gestion des risques et une adaptation efficaces puissent être mises en place et maintenues (Denton et al., 2014).

2.6 Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe - UNISDR

La résilience aux catastrophes est la capacité des individus, des communautés, des organisations et des États à s'adapter et à se relever des aléas, des chocs et des stress sans pour autant compromettre les perspectives de développement à long terme. D'après le Cadre d'action de Hyogo (UNISDR, 2005), la résilience à la catastrophe est déterminée par le degré selon lequel les individus, les communautés et les organisations publiques et privées sont capables de s'organiser pour tirer des enseignements des catastrophes passées et réduire leurs risques face aux catastrophes futures aux niveaux local, national, régional et international.

D'après le Cadre d'action de Hyogo (UNISDR, 2005, p. 9), la résilience signifie la capacité d'un système, d'une communauté ou d'une société exposés à des aléas à résister à leurs effets, les absorber, s'y adapter et s'en remettre d'une manière rapide et efficace, y compris par la préservation et la restauration de ses structures de base et fonctions essentielles. Le renforcement de la résilience, par exemple, se concentre sur les investissements pour accroître la faculté générale d'une municipalité à soutenir une société et une économie dynamiques et en bonne santé dans une grande variété de circonstances.

¹ <http://www.fao.org/emergencies/comment-nous-travaillons/resilience/fr/>

Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 (UNISDR, 2015) adopté lors de la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe à Sendai, au Japon, le 18 mars 2015 est le successeur du Cadre de Hyogo. Son but est « d'écarter les nouveaux risques de catastrophe et réduire les risques existants en prenant des mesures intégrées et globales dans les domaines économique, structurel, juridique, social, culturel, environnemental, technologique, politique et institutionnel et dans les secteurs de la santé et de l'éducation qui permettent d'éviter l'exposition aux aléas ou de réduire la vulnérabilité aux catastrophes, améliorent la préparation à l'intervention et aux activités de relèvement, et renforcent ainsi la résilience ».

2.7 Agence des États-Unis pour le développement international - USAID

Aux fins de son orientation politique, l'USAID considère la résilience face à une crise récurrente comme « la capacité des personnes, des ménages, des communautés, des pays et des systèmes à atténuer, à s'adapter et à se relever des chocs et des stress d'une manière qui réduit la vulnérabilité chronique et facilite la croissance inclusive ». Les chocs et les stress peuvent revêtir maintes formes. Des événements dramatiques tels que des ouragans, des séismes ou des tsunamis peuvent avoir un impact dévastateur et immédiat. Le stress peut revêtir une forme moins apparente et plus insidieuse et souvent démarrer de façon plus progressive que les chocs. Les stress peuvent inclure des événements tels que la sécheresse, l'instabilité économique mondiale ou l'amenuisement des ressources naturelles. Dans les régions de pauvreté chronique, par exemple, une simple hausse du prix des denrées peut déclencher une vulnérabilité sous-jacente considérable et donner lieu à une crise. Le conflit peut être à la fois un choc et une source sous-jacente de stress qui peut rendre les communautés plus vulnérables aux autres chocs lorsqu'ils surviennent.

L'impact réel de tout choc donné ou d'un ensemble de facteurs de stress au niveau communautaire est largement déterminé par l'ampleur de l'aléa lui-même, conjugué à la vulnérabilité au choc et à la capacité de résistance de ceux qui sont affectés. Dans les cas les plus catastrophiques, un choc peut totalement écraser une communauté jusqu'à son effondrement. À un niveau moins extrême, une société peut finalement se relever, mais des moyens d'existence et des ressources dégradés peuvent faire que les populations affectées se retrouvent dans une situation pire qui les laisse plus vulnérables qu'avant (USAID, 2012).

3. TENTATIVES DE MESURE DE LA RÉSILIENCE ET ÉTUDES RÉCENTES

La mesure de la résilience est restée un domaine d'étude actuel et intéressant, tout particulièrement à la lumière de divers résultats. Quatre méthodes (à la fois quantitatives et qualitatives) ont été documentées. Les méthodologies RIMA-I et RIMA-II (de l'anglais *Resilience Index Measurement and Analysis* pour Mesure et analyse de l'indice de résilience) de la FAO estiment la résilience d'après une série de piliers, qui sont ensuite agrégés au moyen de modèles à variables latentes (FAO 2016a). RIMA est une approche quantitative qui permet une analyse rigoureuse de la manière dont les ménages font face aux chocs et aux facteurs de stress.

Le PNUD propose la méthodologie d'évaluation de la résilience communautaire (CoBRA) pour mesurer la résilience au niveau communautaire en établissant un outil pour identifier les principaux piliers ou caractéristiques de la résilience puis en évaluant les attributions. Pour aider les communautés sur la voie du renforcement de la résilience, au lieu d'accroître leur vulnérabilité, il est clair qu'il faut adopter une approche sur plusieurs fronts et à grande échelle. Cela tranche franchement avec l'approche fragmentée, le plus souvent sectorielle et à base de projets des interventions. Dans les zones affectées par une catastrophe, où des crises prolongées avec des pics des besoins sont la norme, il faut des outils pour mesurer la résilience grâce auxquels documenter les preuves des groupes d'interventions qui ont un impact élevé et déclenchent des changements positifs au niveau des ménages et des communautés (PNUD, 2016).

Récemment, le potentiel des approches subjectives a été proposé et il est exploré par des experts en résilience. C'est le point de vue qui informe la méthodologie CoBRA du PNUD évoquée plus haut. Les approches subjectives sont d'avis qu'en demandant l'opinion des gens sur ce que signifie pour eux la résilience et en les incitant à autoévaluer leur propre résilience, on pourrait obtenir des résultats plus précis qu'avec une observation objective par des experts extérieurs. Une autre approche de la mesure est le Score subjectif de la résilience autoévaluée (ou SERS pour *Subjective self-Evaluated Resilience Score*). Les résultats obtenus avec SERS sont directement comparés avec une approche évaluée objectivement, le modèle de Mesure et analyse de l'indice de résilience (RIMA), communément employé par les praticiens de la résilience (Jones et D'Errico, 2019). Globalement, les résultats mettent en exergue le fait que les évaluateurs de la résilience ont besoin de tenir compte d'une

diversité de sources de savoir et doivent rechercher une utilisation plus systématique des données probantes dans le choix des indicateurs.

Le Cadre analytique TANGO employé par USAID² génère trois groupes d'indicateurs requis pour modéliser la résilience. Ces indicateurs sont recueillis autour des états et des capacités de départ (avant l'événement), c'est-à-dire le bien-être initial et la vulnérabilité, les chocs et les stress (élément perturbateur) et les états et trajectoires subséquents – bien-être et vulnérabilités. Le cadre choisit aussi des indicateurs sur la base de facteurs politiques, culturels et agroécologiques qui contrôlent les résultats.

4. MOYENS D'EXISTENCE ET RÉSILIENCE DANS LE CONTEXTE DU NEXUS HUMANITAIRE ET DÉVELOPPEMENT

Il semble n'exister que peu de recherches documentées sur les moyens d'existence et la résilience dans le domaine du nexus humanitaire et développement, au sein duquel intervient LEGS.

Comme indiqué plus haut, d'après Chambers et Conway (1992) un « moyen d'existence comprend les capacités, les actifs (stocks, ressources, revendications et accès) et les activités requises pour un mode de vie ; un moyen d'existence est durable lorsqu'il peut faire face et se remettre du stress et des chocs, maintenir ou accroître ses capacités et ses actifs, fournir des possibilités de subsistance durables pour la prochaine génération et contribuer à des bénéfices nets pour d'autres moyens d'existence au niveau local et mondial à court et long terme ».

Dans la définition ci-dessus, un certain nombre de fils rouges convergent. D'un côté, on voit qu'il est nécessaire que les moyens d'existence puissent se remettre « du stress et des chocs » mais ils doivent aussi pouvoir « maintenir ou accroître » les capacités et les actifs à venir. Un élément au cœur de cette « résilience » au stress et aux chocs concerne la diversification des éléments qui composent les « moyens d'existence ».

Carney (1998) fournit une version plus simple mais qui, en plus, fait écho à celle de Chambers et Conway : « Un moyen d'existence comprend les

capacités, les actifs (y compris les ressources matérielles et sociales) et les activités requises pour un mode de vie » et, lorsqu'il est associé à la notion de durabilité, « un moyen d'existence est durable lorsqu'il peut faire face et se relever des stress et des chocs et maintenir ou accroître ses capacités et ses actifs, maintenant et à l'avenir, sans pour autant fragiliser la base de ressources naturelles » (Carney, 1998).

L'approche des moyens d'existence durables est un exemple de l'approche des « capitaux multiples » selon laquelle la durabilité est prise en compte en fonction du capital disponible (naturel, humain, social, physique et financier) et d'un examen du contexte de vulnérabilité (tendances, chocs et stress) dans lequel existent ces actifs. En d'autres termes, la résilience est implicite dans la définition des moyens d'existence durables car elle a à voir avec les chocs et les stress.

Le secteur humanitaire entend s'attaquer aux situations d'urgence et répondre aux besoins de base immédiats des populations affectées par une crise. Il est à court terme, flexible, et peut contourner les systèmes nationaux existants afin d'apporter rapidement une aide à des populations dans le besoin (Bennett, 2015 ; Buchanan-Smith et Maxwell, 1994 ; Macrae, 2012). L'assistance au développement, d'un autre côté, cherche à s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté, en s'efforçant de changer les systèmes sociaux, économiques et politiques qui créent les conditions dans lesquelles naissent et prolifèrent la pauvreté et l'inégalité. C'est la raison pour laquelle le secteur du développement ne peut pas être neutre, impartial ou indépendant comme tente de l'être le secteur humanitaire.

Les approches fondées sur les moyens d'existence dans les situations d'urgence sont à cheval sur ces deux univers qui tentent de répondre aux besoins urgents à court terme afin de protéger les actifs des communautés affectées par une crise tout en s'attaquant aux causes structurelles de la pauvreté grâce à la transformation des structures (niveaux de gouvernement) et des processus (politiques, lois, culture – façons de travailler et institutions) afin de veiller à ce que les moyens d'existence soient préservés au-delà de la situation d'urgence tout en renforçant la résilience des systèmes et des actifs face aux chocs et aux stress. Toute initiative humanitaire qui s'attache à assurer la vie et à protéger des actifs tout en renforçant les structures sociopolitiques existantes (structures gouvernementales à tous les niveaux, politiques, cultures, etc.) parvient non seulement à bâtir des moyens d'existence durables mais contribue aussi au renforcement de la résilience.

² https://fsnnetwork.org/sites/default/files/resilience_measurement_in_usaid.pdf

5. CADRE DE LA RÉSILIENCE/ DES MOYENS D'EXISTENCE ET RÔLE DES BIENS OFFRANT DES MOYENS D'EXISTENCE AU SEIN DE L'APPROCHE DE LEGS

L'adaptation par TANGO du cadre de résilience présentée supra (voir la Figure 3) fournit un bon résumé des six composants qui agissent ensemble pour illustrer ce qui se produit dans le cas d'une perturbation d'un système d'existence et les réactions et résultats en matière de moyens d'existence qui en découlent. Les quatre principaux éléments qui expliquent la résilience, tels qu'illustrés plus haut à la Figure 2, sont le contexte, la perturbation, la capacité d'adaptation et la réaction à la perturbation. La Figure 3 est donc une progression de la Figure 2 car elle capture les concepts qui expliquent la « résilience des » systèmes et des biens offrant des moyens d'existence ainsi que la « résilience aux » perturbations – les chocs et les stress.

Comme indiqué plus haut, l'approche de LEGS est fondée sur trois objectifs relatifs aux moyens d'existence : fournir des avantages immédiats en utilisant les ressources d'élevage, protéger les biens d'élevage et reconstituer les biens d'élevage des communautés affectées par une crise. Les aléas et les catastrophes ne se produisent pas seulement au sein des communautés mais ils frappent aussi les institutions et les systèmes qui exploitent et affectent les cinq actifs offrant des moyens d'existence. Dans le cas de l'élevage, qu'il soit considéré comme un actif social ou financier par une communauté donnée, il existe des systèmes qui soutiennent la gestion du bétail p. ex. les services vétérinaires, l'eau, les pâturages et les systèmes pastoraux, les comités de gestion des pâturages dans les zones pastorales, entre autres. Lorsqu'une perturbation de quelque nature que ce soit se produit, cela déstabilise l'ordre établi et, en fonction de la capacité du système à amortir le choc pour les moyens d'existence, les résultats seront différents, pouvant aller de l'effondrement total à un rebondissement pour mieux se relever. Les interventions proposées et entreprises par l'approche de LEGS visent souvent à fournir des avantages immédiats aux communautés affectées en utilisant des ressources d'élevage, ce qui pourrait impliquer la vente de bêtes afin d'obtenir des liquidités ; la protection des biens d'élevage, ce qui pourrait signifier la fourniture d'abris ou d'aliments pour le cheptel reproducteur afin d'assurer la survie

du bien après la catastrophe ; ou la reconstitution des biens d'élevage, ce qui pourrait englober des initiatives de restockage lorsque l'effectif d'élevage diminue afin d'assurer la continuité à l'issue d'une catastrophe.

Un autre concept qui est jugé accroître la résilience dans les communautés fragiles avec des résultats et des stratégies d'existence non durables porte sur les programmes de création d'actifs (PCA) au niveau communautaire. Le concept est une version améliorée des programmes vivres contre actifs ou argent contre travail pour favoriser un investissement réel dans le développement et la gestion des biens offrant des moyens d'existence (notamment des actifs physiques, mais aussi les quatre autres formes d'actifs) par le biais d'un soutien financier extérieur. Avec des actifs comme les barrages en terre, les routes, la production de pâturages, les meilleures capacités communautaires et administratives locales, les projets sortent les communautés et les ménages de leur dépendance face à l'aide alimentaire en temps de crise pour les aider à produire leurs propres denrées et à obtenir de l'eau pour leurs bêtes durant des sécheresses, ce qui, par ricochet, permet d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. De tels actifs peuvent donner aux ménages et aux communautés la capacité non seulement de résister aux chocs, mais aussi de s'affranchir de l'assistance alimentaire en cas de sécheresse ou d'inondation, en produisant un excédent alimentaire et en obtenant des moyens d'existence durables variés et plus robustes (PAM, 2016).

Le succès des PCA dépend de l'intégration et de la stratification des projets soutenus avec ceux des autres partenaires et agences de développement pour un impact plus durable et plus transformationnel. Dans une communauté qui a entrepris un programme de création d'actifs dans le but de s'attaquer à la disette saisonnière de manière durable, le projet de création d'actifs s'est efforcé d'atteindre six résultats : de meilleurs pâturages et une meilleure gestion des pacages, une production améliorée et une plus grande diversification des sources de nourriture et de revenus, un meilleur accès à l'eau pour les cultures et pour abreuver les bêtes, une dégradation moindre de l'environnement, un meilleur accès aux marchés et autres services sociaux (routes de desserte), et enfin de meilleures capacités de la communauté, du personnel et des parties prenantes pour mettre en œuvre les projets de sécurité alimentaire (PAM, 2018). Finalement, la communauté a constaté de nombreux gains, y compris une meilleure nutrition et une meilleure santé des bêtes et des personnes.

En réponse aux aléas naturels – comme la sécheresse ou les inondations – les interventions qui utilisent l'approche de LEGS (c.-à-d. la poursuite de la réalisation des deux premiers objectifs d'existence : fournir des avantages immédiats en utilisant les ressources d'élevage et protéger les biens liés à l'élevage) renforceront la « résilience à » une perturbation par le biais de la protection du cheptel après la perturbation p. ex. en fournissant des aliments pour animaux par le biais de circuits publics et privés. L'approche de LEGS renforcera la « résilience des » systèmes et des biens offrant des moyens d'existence, grâce à un appui aux structures administratives et aux chaînes de valeur de l'élevage durant la crise. Le résultat qui en découlera suivra sans doute un profil d'évolution favorisant la résilience et non la vulnérabilité. La Figure 3 supra est donc un cadre de résilience approprié pour l'approche de LEGS, car il conjugue les concepts de moyens d'existence durables et de renforcement de la résilience.

Les réponses prônées par l'approche de LEGS comprennent des interventions telles que la formation d'agents gouvernementaux ou l'appui à l'élaboration de plans de réponse, comme on peut le voir aux Philippines. Un autre exemple concerne le renforcement des réseaux régionaux et le cadrage des échanges dans des forums internationaux, tels que la COP 25, pour faire figurer le bien-être animal dans les réponses planifiées aux situations d'urgence, comme cela se produit grâce à des partenaires au Nicaragua et au Honduras. Si l'approche est mieux connue pour se mobiliser dans des efforts concrets afin de fournir des avantages immédiats en utilisant les ressources d'élevage, de protéger les biens liés à l'élevage et de reconstituer les biens liés à l'élevage des communautés affectées par une crise, le fait de travailler pour renforcer les systèmes et cadrer les dialogues nationaux, régionaux et internationaux sort l'approche de LEGS de la démarche exclusivement humanitaire pour la glisser dans le nexus humanitaire et développement dans lequel elle souhaite s'impliquer.

6. CONCLUSIONS

1. En opérant selon le cadre des moyens d'existence durables, l'approche de LEGS a plus de chances d'être appliquée à des éléments disparates de la résilience qui n'ont guère de lien entre eux. Toutefois, au sein du cadre des moyens d'existence et de la résilience, l'approche de LEGS est capable d'associer les biens offrant des moyens d'existence avec les systèmes et structures de manière que les interventions humanitaires qui ciblent les moyens d'existence durables puissent aussi s'attaquer aux enjeux au sein des systèmes et structures dans lesquels se produit la crise. En abordant ces besoins de front, cela permet non seulement de bâtir des biens offrant des moyens d'existence résilients mais aussi de meilleurs structures et systèmes tout en débouchant sur des résultats propices à des moyens d'existence durables.
2. Dès lors qu'une unité économique (disons un ménage) est exposée à une perturbation (par exemple, une maladie du bétail), chacun des trois facteurs de capacité à faire face à la perturbation – biens offrant des moyens d'existence, structures et processus, et stratégies d'existence – est affecté, mais pas de façon uniforme. Les stratégies d'affrontement et de gestion du risque choisies par l'unité dépendront du degré de robustesse de ses capacités d'adaptation (actifs, systèmes et stratégies) avant l'apparition de la perturbation. L'étude de cas 2 ci-dessous, qui traite d'un foyer de grippe aviaire au Nigéria, illustre ce point. Elle montre aussi que les initiatives de renforcement de la résilience devraient se concentrer non seulement sur la construction de biens offrant des moyens d'existence mais aussi sur le renforcement des structures/systèmes/processus, ainsi que sur l'établissement de stratégies d'existence émergentes qui conduiront vers plus de résilience au lieu d'emprunter la voie de la vulnérabilité.
3. Par conséquent, le rôle de LEGS est de soutenir la conception d'interventions qui, non seulement, protègent les biens liés à l'élevage durant les situations d'urgence, mais aussi promeuvent des programmes qui renforcent les structures et systèmes. De cette façon, la résilience de la communauté sera renforcée au sein du cadre qui conjugue le renforcement de la résilience et des moyens d'existence durables comme illustré à la Figure 3.

7. BIBLIOGRAPHIE

- Alexander, D. E. (2013). Resilience and disaster risk reduction: an etymological journey. *Nat. Hazards Earth Syst. Sci.*, 13, 2707-2716.
- Association Sphère (2018). Le manuel Sphère : La Charte humanitaire et les standards minimum de l'intervention humanitaire, quatrième édition, Genève, Suisse. <https://spherestandards.org/handbook/editions/>
- Bennett, C. (2015) *The Development Agency of the Future: Fit for Protracted Crises?*. London: ODI.
- Buchanan-Smith, M. et S. Maxwell (1994) 'Linking Relief and Development: An Introduction and Overview', *IDS Bulletin* 25(4).
- Carney, D (1998). Implementing the sustainable rural livelihoods approach. Chapter 1 in D. Carney, editor. *Sustainable rural livelihoods: What contribution can we make?* Department for International Development, Londres, Royaume-Uni.
- Carney, D., Drinkwater, M., Rusinow, T., Neefjes, K., Wanmali, S. et Singh, N. (2000). Livelihoods approach compared. In: *Forum on Operationalizing Sustainable Livelihoods Approaches*. https://www.researchgate.net/publication/313349342_LIVELIHOODS_APPROACHES_COMPARED:A_brief_comparison_of_the_livelihoods_approaches_of_the_UK_Department_for_International_Development.
- Chambers, R. et Conway, G. (1992). *Sustainable Rural Livelihoods: Practical concepts for the 21st Century*. IDS Discussion Paper 296. Institute of Development Studies, University of Sussex. Brighton.
- Combaz, E. (2014). *Disaster resilience: Topic guide*. Birmingham, Royaume-Uni : GSDRC, University of Birmingham. https://gsdrc.org/wp-content/uploads/2014/02/GSDRC_DR_topic_guide.pdf
- Denton, F., Wilbanks, T.J., Abeyasinghe, A.C., Burton, I., Gao, Q., Lemos, M.C., Masui, T., O'Brien, K.L. et Warner K. (2014). Climate-resilient pathways: adaptation, mitigation, and sustainable development. In: *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part A: Global and Sectoral Aspects. Contribution of Working Group I to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Field, C.B., V.R. Barros, D.J. Dokken, K.J. Mach, M.D. Mastrandrea, T.E. Bilir, M. Chatterjee, K.L. Ebi, Y.O. Estrada, R.C. Genova, B. Girma, E.S. Kissel, A.N. Levy, S. MacCracken, P.R. Mastrandrea et L.L. White (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni et New York, NY, États-Unis, pp. 1101-1131. <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/climate-resilient-pathways-adaptation-mitigation-and-sustainable-development/>
- DFID (2001). *Sustainable Livelihood Guidance Sheets*. Department for International Development, Londres. <https://www.livelihoodscentre.org/documents/114097690/114438878/Sustainable+livelihoods+guidance+sheets.pdf/594e5ea6-99a9-2a4e-f288-cbb4ae4bea8b?t=1569512091877>
- DFID (2011). *Defining Disaster Resilience: A DFID Approach Paper* https://www.fsnnetwork.org/sites/default/files/dfid_defining_disaster_resilience.pdf
- Downing, J., Field, M., Ripley, M. et Stestad, J. (2018). *Governance Social Development Humanitarian (Relief) Conflict (GSDRC) Disaster Resilience Topic Guide: Market Systems Resilience*. <https://www.usaid.gov/documents/1866/market-systems-resilience-framework-measurement>
- Ellis, F. (2000), 'The Determinants of Rural Livelihood Diversification in Developing Countries', *Journal of Agricultural Economics*, 51 (2), pp. 289-302.
- FAO (2016a). *Livestock-related interventions during emergencies – The how-to-do-it manual* edited by Philippe Ankers, Suzan Bishop, Simon Mack and Klaas Dietze. FAO Animal Production and Health Manual No. 18. Rome.
- FAO (2016b). *RIMA-II: une Version Améliorée du Modèle de Mesure et d'Analyse de l'Indice de Résilience – RIMA (Resilience Index Measurement and Analysis)*. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome. <http://www.fao.org/3/a-i5298f.pdf>
- FICR (2014). *Cadre de la Fédération internationale relative à la résilience des communautés*. Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève. <https://www.ifrc.org/Global/Documents/Secretariat/201501/1284000-Framework%20for%20Community%20Resilience-FR-LR.pdf>
- GIEC (2012). *Glossary of terms*. Dans : *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation* [Field, C.B., V. Barros, T.F. Stocker, D. Qin, D.J. Dokken, K.L. Ebi, M.D. Mastrandrea, K.J. Mach, G.-K. Plattner, S.K. Allen, M. Tignor et P.M. Midgley (eds.)]. Rapport special des Groupes de travail I et II du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni, et New York, NY, États-Unis, pp. 555-564. https://www.ipcc.ch/pdf/special-reports/srex/SREX-Annex_Glossary.pdf
- IGAD (2019). *The IDDRSI Strategy (2019 – 2024)*. The IGAD Drought Disaster Resilience and Sustainability Initiative (IDDRSI). IGAD Secretariat, Djibouti <https://icpald.org/wp-content/uploads/2019/10/IDDRSI-STRATEGY.pdf>
- Kaga, M. et Nakache, D. (2019): *Protection and the Humanitarian-Development Nexus - A Literature Review*. https://www.researchgate.net/publication/338052421_Protection_and_the_Humanitarian-Development_Nexus_A_Literature_Review
- LEGS (2014). *Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage, 2^e édition* Practical Action Publishing, Rugby. <https://www.livestock-emergency.net/wp-content/uploads/2012/01/LEGS-2nd-edition-francais-locked.pdf>
- Jones, L. et D'Errico M. (2019). *Resilient, but from Whose Perspective? Like-for-like Comparisons of Objective and Subjective Measures of Resilience* <https://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2018/09/working-paper-303-Jones-D'Errico-June2019-2.pdf>
- Macrae, J. (2012). *The continuum is dead, long live resilience*. NGO Voice. Bruxelles : Voluntary Organisation in Cooperation in Emergencies.
- ONU (2015a). *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 25 septembre 2015. Organisation des Nations Unies, New York. <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld>
- ONU (2015b). *Accord de Paris*. Organisation des Nations Unies, New York. https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf

Oparinde, A. et Hodge, I. (2011). Building livelihood resilience: a case study of factors affecting farm households' adoption of coping and adaptive strategies in rural Nigeria.

https://mpr.ub.uni-muenchen.de/39162/1/MPRA_paper_39162.pdf

PAM (2016). Asset Creation. World Food Programme Fact Sheet. Programme alimentaire mondial, Kenya

PAM (2018). Wajir County Asset Creation County Project Programme alimentaire mondial, Kenya

PNUD (2016). Community Based Resilience Analysis (CoBRA) Implementation Guidelines.

https://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/environment-energy/sustainable_land_management/CoBRA/cobra_guide.html

PREG (2018). Case Study of WFP Asset Creation Programme of Transition of Leadership Roles and Responsibilities.

Sadler, K., Mitchard E., Abdi, A., Shiferaw, Y., Bekele, G. et Catley, A. (2012). Milk Matters: The Impact of Dry Season Livestock Support on Milk Supply and Child Nutrition in Somali Region, Ethiopia. <https://fic.tufts.edu/wp-content/uploads/Milk-Matters-2.pdf>

TANGO (2012). Enhancing Resilience to Food Insecurity amidst Protracted Crisis. High-Level Expert Forum on Food Insecurity in Protracted Crisis. Rome, 13-14 septembre 2012. TANGO International Inc.

UNISDR (2005). Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes Stratégie internationale de prévention des catastrophes (ISDR). <https://www.unisdr.org/2005/wcdr/intergover/official-doc/L-docs/Hyogo-framework-for-action-french.pdf>

UNISDR (2015). Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030. Stratégie internationale de prévention des catastrophes (ISDR). <https://www.preventionweb.net/sendai-framework/sendai-framework-for-drr/at-a-glance>

USAID (2012). Building Resilience to Recurrent Crisis: USAID Policy and Programme Guidance <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/USAIDResiliencePolicyGuidanceDocument.pdf>

Vedaman Consultants Ltd, (2017). Report of the Impact Evaluation of Livestock-Related Drought Mitigation Activities Carried Out by the NDMA in the 2016/2017 Drought. Décembre 2017.

8. ÉTUDES DE CAS

8.1 Étude de cas I

Renforcer la résilience des moyens d'existence face à la grippe aviaire dans les zones rurales du Nigéria

Deux ans après la première détection du virus de la grippe aviaire (HPAI) dans un élevage de poulets du Nigéria, des foyers ont été enregistrés dans 25 des 36 États du pays. HPAI est une maladie de la volaille qui provoque des chocs non seulement du côté de l'offre en raison des pertes d'animaux mais aussi du côté de la demande en raison des ventes réduites de volaille et de la perturbation du marché. L'émergence de ce choc se traduit non seulement par une perte de revenus et de moyens d'existence mais cela crée aussi un niveau de risque considérable de nouveaux foyers de virus HPAI (PNUD, 2006). D'après une étude de 2008, quelque 60 % des ménages du Nigéria ont tiré leurs moyens d'existence du secteur agricole (Obi et al, 2008) et le sous-secteur de la volaille a contribué à hauteur de 9 à 10 % du PIB agricole du Nigéria, moyennant une valeur nette de 250 millions de dollars (FDLPCS, 2007). L'élevage de volaille fait partie de la vie à la campagne car il constitue un point d'entrée possible dans le monde de l'entreprise grâce au faible capital de départ requis. De ce fait, l'industrie est dominée par des petits producteurs de volaille.

Le Département fédéral des services vétérinaires et de lutte antiparasitaire (FDLPCS, 2007) a signalé que le sous-secteur avicole du Nigéria était, à l'époque, constitué de 60 % d'élevages de volailles intensifs en basse-cour et extensifs en village (effectif de 5 à 999 poulets avec une biosécurité minimale ou nulle), 15 % d'élevages semi-commerciaux (effectif de 1 000 à 4 999 poulets ; niveau moyen de biosécurité) et 25 % d'élevages commerciaux (de 5 000 à plusieurs centaines de milliers de poulets, niveau élevé de biosécurité). Cette structure de l'industrie avicole sert d'argument pour se concentrer sur la volaille rurale car, hormis les producteurs de poulets, la perturbation des marchés provoquée par l'épidémie de HPAI pourrait bien avoir des effets indirects sur la santé d'autres acteurs de la filière avicole (ouvriers agricoles, fabricants d'aliments pour animaux, petits revendeurs d'aliments pour la volaille, etc.). L'évaluation rapide du PNUD (2006) a révélé que la confirmation officielle de la présence du virus HPAI au Nigéria a provoqué un vent de panique initial qui a entraîné un boycott total de la volaille et des produits volaillers. En deux semaines, les ventes d'œufs et de poulets avaient dévissé de 80,5 % et 4 mois plus tard, les prix n'avaient toujours pas retrouvé 50 % de leurs niveaux d'avant l'épidémie. L'objectif de l'étude était donc d'examiner les facteurs qui influencent les décisions d'adoption de stratégies d'affrontement et de gestion des risques postérieures aux chocs et aux stressés créés par les foyers de grippe aviaire de 2006 et 2007 (Oparinde et Hodge, 2011).

Pour comprendre comment une unité socioéconomique telle qu'un ménage ou une communauté réagit aux chocs et aux risques, il est important d'analyser les facteurs qui influencent les capacités d'affrontement et d'adaptation qui sont ensuite ajustées afin d'optimiser la résilience et de réduire au minimum les vulnérabilités. D'après Ellis (2000) (cité dans Oparinde et Hodge, 2011) « Les stratégies d'affrontement sont les réactions imprévues à court terme des ménages face à un échec non planifié des moyens d'existence ou l'affrontement ex-post face à la crise ; alors que les stratégies d'adaptation ou de gestion des risques impliquent des tentatives planifiées de répartition des risques et de réduction de la "covariance des risques" entre les différents éléments constitutifs des moyens d'existence ».

L'étude de cas au Nigéria a révélé que cinq stratégies d'affrontement et de gestion des risques étaient fréquemment adoptées dans la zone d'étude selon différents pourcentages, certains éleveurs en choisissant plusieurs pour faire face au risque ou pour s'adapter en distribuant le risque.

Tableau 1 : Étude de cas des facteurs affectant l'adoption par les ménages agricoles de stratégies d'affrontement et d'adaptation face à un aléa

Stratégies d'affrontement et de gestion des risques (CRM)	Pourcentage d'adoption de la stratégie CRM
1. Vente immédiate des poulets restants pour éviter la perte en raison du virus HPAI/abattage (vente immédiate des poulets)	71,0
2. Recherche d'un appui par le biais du réseau social (emprunt de bêtes ou d'argent)	28,3
3. Restocker le cheptel pour retrouver le niveau ex-ante (restockage total)	29,5
4. Un membre du ménage arrête la vente/l'élevage de poulets et se recycle dans le petit commerce de produits manufacturés non agricoles au village (diversification hors du secteur agricole)	20,7
5. Un membre du ménage cesse la vente de poulets et émigre en quête d'un emploi dans une ville proche (émigration)	15,7

Conclusion

Partout où une unité économique (en l'espèce, un ménage) est exposée à une perturbation (en l'espèce, une maladie), chacun des trois facteurs de capacités pour faire face à la perturbation – biens offrant des moyens d'existence, structures et processus, et stratégies d'existence – est affecté, mais pas de façon uniforme. Les stratégies d'affrontement et de gestion du risque (CRM, de l'anglais *Coping and Risk Management*) choisies par l'unité dépendront du degré de robustesse de leur capacité d'adaptation (actifs, systèmes et stratégies) avant l'apparition de la perturbation. La réaction face à la perturbation, qu'elle évolue vers la résilience ou vers la vulnérabilité, sera une fois de plus en grande partie déterminée par la robustesse de la capacité d'adaptation avant la perturbation. Dans le cas du foyer de grippe aviaire dans les zones rurales du Nigéria, une forte proportion (71 %) a décidé de vendre/abattre les animaux afin de réduire les pertes au minimum et ne reviendra probablement jamais dans le métier. Seuls 29,5 % ont retrouvé le niveau de cheptel d'avant la perturbation et montrent qu'ils ont rebondi, mais certainement pas pour mieux se relever. Les autres groupes qui n'étaient pas résilients ont décidé de sortir du système de subsistance avicole avec des résultats pires encore pour les moyens d'existence.

Néanmoins, l'étude a conclu que les ménages où un membre a cessé de vendre/d'élever des poulets pour se recycler dans le petit commerce d'articles manufacturés non agricoles au village s'en sont mieux sortis du point de vue du renforcement de la résilience du ménage que leurs homologues ayant choisi d'autres stratégies d'affrontement et de gestion des risques.

8.2 Étude de cas 2

Mise en œuvre d'activités de lutte contre la sécheresse³

L'Autorité nationale de gestion des sécheresses au Kenya (NDMA) a mis en œuvre un programme d'activités destiné à atténuer l'impact de la sécheresse de 2016/2017 dans 21 des 23 comtés arides et semi-arides du Kenya. Outre la fourniture d'une assistance rapide, la protection des biens liés à l'élevage et la reconstitution des ressources d'élevage des communautés affectées par une crise, les activités ont été remarquées comme moyen de faire évoluer les communautés vers la résilience en garantissant la sécurité alimentaire des communautés affectées et une nutrition adéquate tout en protégeant l'environnement. En conclusion, les activités de lutte contre la sécheresse mises en œuvre ont aidé les communautés locales à faire face à la situation de sécheresse rencontrée entre juillet 2016 et novembre 2017.

Compléments des rations animales : La fourniture de compléments de rations animales a ciblé le principal cheptel reproducteur et le cheptel laitier. NDMA a distribué des granulés contre la sécheresse (cubes alimentaires/pâtée de survie en cas de sécheresse) et des blocs minéraux mélasse-urée (UMMB). En tout, 235 268 x sacs de 50 kilos (11 763 400 millions de kilos) de granulés contre la sécheresse/pâtée de survie et 53 490 x sacs de 2,5 kilos (133,725 kilos) de blocs UMMB ont été distribués à plus de 168 748 ménages pour alimenter 448 338 bovins et 558 099 moutons et chèvres, pour un coût de 550 millions de KES. En tout, 550 580 359 shillings kenyans (KES) ayant servi à se procurer et à distribuer des compléments alimentaires et du foin durant la sécheresse de 2016/2017 ont sauvé les ressources d'élevage de pasteurs estimées à 721 359 480 KES, ce qui se traduit par un retour sur investissement de l'ordre de 13 fois la valeur investie. Les compléments alimentaires ont sauvé les bêtes d'une mort imminente alors qu'elles étaient déjà faibles et couchées ou qu'il fallait les soutenir pour se tenir debout.

Déstockage par abattage : L'activité de déstockage par abattage de juillet 2016 à novembre 2017 a ciblé 12 774 bovins et 41 063 moutons et chèvres. La viande, qui a été distribuée à 391 674 bénéficiaires issus des ménages les plus vulnérables moyennant un coût total de 291 007 360 KES, a permis d'aider 625 17 ménages pastoraux. L'exercice a injecté 252 516 573 KES dans les économies locales des 12 comtés affectés à une époque où les pasteurs ne pouvaient pas commercialiser leurs bêtes en raison de leur piteux état ou de l'effondrement des systèmes de marché. Ce revenu a été utile pour acheter de la nourriture, des aliments pour animaux et de l'eau, en complément d'autres besoins, comme payer les frais de scolarité et les services de santé. La viande des bêtes abattues a été distribuée auprès des populations pauvres et vulnérables afin d'améliorer leur statut nutritionnel.

Eau : L'accès à l'eau par le biais des subventions de carburant, l'acheminement d'eau par camions et la fourniture de pièces détachées pour réparer et entretenir les pompes submersibles et le générateur aux points de forage stratégiques qui desservent une forte concentration des populations d'élevage a également été une activité clé de la NDMA en guise de soutien face à la sécheresse de 2016/2017. En moyenne, pour 100 KES (1 \$ US) consacrés à la subvention du carburant, 18 animaux étaient abreuvés.

Les blocs de complément alimentaire pour animaux UMMB ont sauvé les actifs et, selon l'estimation des évaluateurs, ont donné un retour sur investissement de treize fois la valeur investie, ce qui a donc permis de renforcer la résilience communautaire. Le déstockage par abattage a permis de garantir la sécurité alimentaire des ménages vulnérables tout en amortissant les chocs pour les propriétaires de bêtes dus à la perte imminente de bétail. L'accès à l'eau a protégé les ressources d'élevage, et a donc réalisé l'un des objectifs de LEGS en matière de moyens d'existence. De fait, les trois activités différentes réalisées en réponse à la crise causée par la sécheresse de 2016/2017 ont permis d'accroître la résilience des communautés et de soutenir les moyens d'existence.

3 Voir Vedaman Consultants Ltd, 2017.



LEGS

Vesey Farm

Little Clacton Road

Great Holland

Essex CO13 0EX

Royaume-Uni

✉ coordinator@livestock-emergency.net

🌐 www.livestock-emergency.net

🐦 [@TheLEGSPROject](https://twitter.com/TheLEGSPROject)

Citation et avis de non-responsabilité : Suji, O. (2020).
Moyens d'existence et résilience : Document de réflexion
dans le cadre des Normes et directives pour l'aide
d'urgence à l'élevage. Normes et directives pour l'aide
d'urgence à l'élevage, Royaume-Uni.

© Normes et directives pour l'aide d'urgence à l'élevage
(LEGS) 2020

Avis de non-responsabilité : Cette publication a été
commanditée par LEGS et produite indépendamment par
l'auteur. Les points de vue exprimés dans cette note n'ont
pas nécessairement l'aval de LEGS.

Photo de couverture : Julia Ashmore